

# Les opérateurs télécoms jouent les bons élèves

Investissements, primes, pouvoir d'achat... Ils contribuent à l'économie.

ELSA BEMBARON [@elsabembaron](#)

## LES POIDS DES TÉLÉCOMS POUR LES MÉNAGES FRANÇAIS

15

euros en moyenne pour un abonnement fixe en triple play

9

euros en moyenne pour un abonnement mobile

40%

de baisse des tarifs télécoms entre 2010 et 2017

2%

des dépenses des ménages français sont dédiées aux télécommunications

**TÉLÉPHONIE** Le mot d'ordre des opérateurs télécoms français pourrait être : « On a déjà donné ! » À l'occasion de son bilan annuel, la Fédération française des télécoms (FFT) a dressé la liste de ses contributions à l'économie nationale, depuis les impôts versés jusqu'aux investissements en passant par le « pouvoir d'achat rendu aux consommateurs ».

Sur ce dernier plan, la Fédération met en avant une baisse de près de 40 % des prix des abonnements aux services télécoms en sept ans, alors que l'offre s'est enrichie. Ce qui en fait le « seul service régulé à avoir connu une baisse de ses tarifs » sur la période, selon une étude réalisée par Arthur D. Little pour la FFT. L'étude rappelle que les autoroutes, le gaz, le ferroviaire, l'électricité... ont tous augmenté leurs tarifs. De ce fait, les opérateurs télécoms ne devraient pas répondre aux appels du gouvernement sur le pouvoir d'achat en baissant davantage leurs prix. « Les opérateurs télécoms ont fait le travail depuis longtemps », souligne Didier Casas, le président de la FFT.

« Les jeunes recommencent à s'abonner à Internet fixe, notamment pour bénéficier à plein de services de streaming », note Didier Pouillot, en charge du marché des télécoms à l'Idate. Le phénomène

toucherait 15 % des foyers français. En outre, les consommateurs sont de plus en plus nombreux à disposer de deux cartes SIM et plus. Au final, les prix baissent, mais davantage de services sont souscrits par les foyers, gonflant leurs dépenses totales.

## 9,6 milliards investis

Les opérateurs ont, en revanche, commencé à répondre présent pour l'attribution de la « prime Macron », Iliad (Free), et Altice (SFR) ont annoncé qu'ils la verseraient à l'ensemble de leur personnel, Orange la versera à quelque 20 000 de ses 90 000 salariés français, qu'ils soient de droits privés ou fonctionnaires. Bouygues (Bouygues Telecom) est actuellement en discussion avec les syndicats du groupe, ayant intégré le sujet à la négociation annuelle sur les salaires.

De même, le secteur des télécoms continue d'investir à un rythme soutenu. L'année dernière, les opérateurs ont dépensé 9,6 milliards d'euros dans leurs infrastructures. « Le retard français dans la 4G a été rattrapé. À la mi-2018, six Français sur dix y étaient abonnés, ce qui replace la France dans le peloton de tête européen », mentionne Didier Pouillot. Un nouveau défi attend les opérateurs français : celui de la 5G. Et « les investissements seront bien supérieurs à ceux consentis pour la 4G », explique Didier

Casas. La future génération de téléphonie mobile, qui devrait commencer à être opérationnelle en France en 2020, nécessite l'installation de nouveaux équipements et une refonte d'une partie de la conception des réseaux existants.

« Il faut trois éléments pour une technologie mobile : un réseau, un téléphone et des fréquences », résume Didier Casas, qui rappelle que l'attribution des licences 5G n'a pas encore commencé en France. Il renvoie la balle dans le camp du régulateur du secteur (Arcep). La FFT appelle aussi le gouvernement à la « modération » lors du processus d'enchères. Pour les opérateurs, l'enjeu est colossal : ils cherchent à éviter des enchères trop coûteuses qui « mettraient à mal leurs capacités d'investissement dans les réseaux ». Et ce alors qu'une nouvelle inconnue entre dans l'équation : pourront-ils faire appel aux services de Huawei, numéro un mondial des équipements télécoms ? « La réglementation existe déjà. La France n'a pas attendu la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine pour s'intéresser au sujet », martèle Didier Casas.

Pour des raisons de sécurité intérieure, le groupe chinois est déjà privé de certains marchés. La FFT craint qu'une interdiction totale ramène le marché à deux équipementiers, Ericsson et Nokia, avec pour effet immédiat un renchérissement des matériels. ■